

Côte d'Ivoire : accès aux soins et transplantations rénales

Berne, le 19 août 2024

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Courriel : info@osar.ch

Site web : www.osar.ch

IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2024 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Situation générale des soins médicaux	4
2.1	Capacité sanitaire	4
2.2	Couvertures des soins	4
2.3	Coûts de la santé très variables	5
3	Accès aux soins et traitement des insuffisances rénales	6
3.1	Centres de néphrologie et d'hémodialyse, et transplantations rénales	6
3.2	Coûts des transplantations rénales et des dialyses	7

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelles sont les possibilités de soins pour les personnes sous dialyse ?
2. Les transplantations rénales sont-elles effectuées en Côte d'Ivoire ?
3. Les coûts d'une transplantation rénale sont-ils couverts ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Côte d'Ivoire depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Situation générale des soins médicaux

2.1 Capacité sanitaire

Système de santé en évolution. Le système de santé en Côte d'Ivoire se compose du secteur public, du secteur privé et de la médecine traditionnelle, qui continue à jouer un rôle essentiel dans la prestation des soins². Des ONG ivoiriennes ont révélé un système de santé encore assez faible mais en évolution positive. En particulier, les ONG *Taukpe* et *Aprosam* soulignent les défis persistants, tels que l'accès aux médicaments, le manque de ressources mobilisées par l'État et la nécessité de prévenir les épidémies, en particulier dans le contexte des personnes réfugiées³. Globalement, le développement des capacités sanitaires en Côte d'Ivoire a permis une augmentation du nombre d'infrastructures, avec notamment des améliorations en termes de centres de santé plus proches des populations locales. Mais elles soulignent néanmoins un déséquilibre en termes d'infrastructures, tant entre les grandes villes et les zones rurales qu'entre le Nord et le Sud du pays⁴. Plusieurs ONG constatent également que les Ivoirien·ne·s, n'étant pas informé·e·s de la gratuité de certains services, évitent encore les centres de soins par crainte des frais occasionnés⁵.

2.2 Couvertures des soins

Couverture Maladie Universelle (CMU). Le 28 septembre 2022, un décret a rendu la CMU, lancée en 2019, obligatoire pour toutes les personnes ivoiriennes⁶. Selon le *Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale* (CLEISS), la CMU couvre

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

² Human Dignity et la Clinique de l'École de Droit de Sciences Po, *Le droit à la santé en Côte d'Ivoire*, 5 avril 2024, p. 4: https://www.sciencespo.fr/ecole-droit/sites/sciencespo.fr/ecole-droit/files/Rapport_sante_SCPO&HumanDignity.pdf

³ *Ibid*, p. 7.

⁴ *Ibid*, p. 11.

⁵ *Ibid*, p. 8.

⁶ Le Monde, *En Côte d'Ivoire, la CMU devient obligatoire malgré ses dysfonctionnements*, 13 octobre 2022: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/10/13/en-cote-d-ivoire-la-cmu-devient-obligatoire-malgre-ses-dysfonctionnements_6145695_3212.html.

obligatoirement l'ensemble des populations résidant en Côte d'Ivoire depuis le 1er juillet 2019. Elle est notamment obligatoire pour les étudiant·e·s et élèves, ainsi que pour les personnes sans emploi⁷. Le ministre ivoirien de la Santé, de l'Hygiène publique et de la CMU a annoncé que l'inscription est gratuite pour les citoyen·e·s. Par la suite, une cotisation mensuelle de 1 000 francs CFA (environ 1,4 francs suisses) est requise pour bénéficier d'une réduction de 70 % sur certaines consultations et médicaments. Une couverture jusqu'à 100 % est possible pour « les ménages économiquement faibles ou démunis »⁸. La CMU se compose de deux régimes : le Régime général de base (RGB), financé par les cotisations des assuré·e·s, et le Régime d'assistance médicale (RAM), destiné aux personnes en situation de vulnérabilité économique. Les nouveaux cotisant·e·s doivent attendre une période de carence de 3 mois avant de pouvoir bénéficier de la prise en charge de leurs soins⁹. D'après le CLEISS, les assuré·e·s du RGB restent responsables de 30 % des frais, tandis que pour les bénéficiaires du RAM, l'État couvre à la fois les cotisations et le montant restant à leur charge¹⁰.

CMU reste peu répandue et peu efficace. Actuellement, la population en Côte d'Ivoire est de 32 millions de personnes¹¹. Selon *Amnesty International* (AI), en octobre 2023, seulement 7,2 millions de personnes étaient inscrites à la CMU. AI souligne également les inquiétudes qui subsistent quant au peu de médicaments éligibles au remboursement. De plus, le nombre de centres de santé acceptant les paiements au titre de la CMU serait également limité¹². L'ONG *Flamboyants* rapporte même que la mise en place de la CMU est inefficace dans la réalité. Plusieurs autres ONG soulignent également des dysfonctionnements, avec des prestations qui restent limitées¹³.

2.3 Coûts de la santé très variables

Coûts des consultations médicales. Selon le CLEISS, une consultation chez un généraliste coûte entre 100 et 500 francs CFA (0.14 et 0.71 francs suisses) dans les établissements sanitaires publics de niveau 1¹⁴, entre 1 000 et 1 500 francs CFA (1.40 et 2.15 francs suisses) dans un centre hospitalier régional ou un hôpital général, et entre 15 000 et 20 000 francs CFA (24.40 et 28.50 francs suisses) dans une clinique privée. Pour un spécialiste, les consultations coûtent environ 500 francs CFA dans le public. En clinique privée, les tarifs varient

⁷ Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS), *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023: <https://rb.gy/82zpf1>.

⁸ Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale, *Objet : éléments de langage pour la conférence de presse conjointe MEPS/MSHPCMU du 30/09/2022*, sans date (consulté le 21 août 2024), p.1 et 3: <http://em-ploi.gouv.ci/wp-content/uploads/2022/10/Elements-de-langage-CMU-%C3%A0-lattention-des-Ministres-charg%C3%A9s-de-la-Protection-Sociale-et-de-la-Sant%C3%A9-Vf.pdf>.

⁹ Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS), *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023.

¹⁰ CLEISS, *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023.

¹¹ Worldometer, *Côte d'Ivoire Population (LIVE)*, sans date (consulté le 21 août 2024): <https://www.worldometers.info/world-population/cote-d-ivoire-population/>.

¹² Amnesty International, *The State of the World's Human Rights; Côte d'Ivoire 2023*, 24 avril 2024: <https://www.ecoi.net/en/document/2107866.html>

¹³ Human Dignity et la Clinique de l'École de Droit de Sciences Po, *Le droit à la santé en Côte d'Ivoire*, 5 avril 2024, p. 11.

¹⁴ Soit les centres et formations sanitaires ruraux, les formations sanitaires urbaines (FSU), les formations sanitaires urbaines à base communautaire (FSU-com), les centres de santé urbains (CSU), les centres de santé urbains à base communautaire (CSU-com), les dispensaires. CLEISS, *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023.

selon la spécialité, allant de 17 500 à 25 000 francs CFA (25 et 35.70 francs suisses) en moyenne. Les consultations chez un psychiatre peuvent être plus élevées, entre 20 000 et 30 000 francs CFA (28.50 et 42.80 francs suisses), tandis que les soins infirmiers coûtent entre 25 000 et 250 000 francs CFA (35.70 et 357 francs suisses) par jour¹⁵.

Coûts des séjours hospitaliers. Les frais de mise en observation s'élèvent à 500 francs CFA dans les établissements publics de niveau 1. Pour un forfait hospitalier de 10 jours dans un centre hospitalier régional ou un hôpital général, les coûts varient de 5 000 à 10 000 francs CFA (7.10 et 14.30 francs suisses), en fonction de la catégorie de la chambre. Dans un centre hospitalier universitaire ou un institut spécialisé, le forfait journalier est compris entre 5 000 et 7 500 francs CFA (7.10 et 10.70 francs suisses). Enfin, dans le secteur privé, les actes chirurgicaux coûtent entre 750 000 et 800 000 francs CFA (1071 et 1142.30 francs suisses)¹⁶.

3 Accès aux soins et traitement des insuffisances rénales

3.1 Centres de néphrologie et d'hémodialyse, et transplantations rénales

Centres opérationnels de néphrologie et d'hémodialyse, et transplantations à Abidjan ou en établissement privé. La Société Ivoirienne de Néphrologie a recensé 38 centres de néphrologie et d'hémodialyse en Côte d'Ivoire (23 privés et 15 publics). Les hémodialyses sont disponibles dans 37 de ces centres, et 31 d'entre eux offrent également des services d'hospitalisation. À Abidjan, la Polyclinique privée FARAH et le Service de Néphrologie du Centre hospitalier universitaire (CHU) de Yopougon assurent un suivi post-transplantation. Le pays compte environ 54 néphrologues, dont 35 dans des centres privés et 19 dans des établissements publics¹⁷. Une *personne de contact A* de l'OSAR, néphrologue au Service de néphrologie et de médecine interne au CHU de Treichville, explique qu'il est possible de bénéficier d'une transplantation rénale en Côte d'Ivoire. Les patient·e·s sont recruté·e·s dans les centres médicaux publiques, comme le Service de néphrologie de Yopougon, délocalisé à Cocody. La *personne de contact A* et une autre *personne de contact B*, néphrologue au Service de néphrologie du CHU de Yopougon, rapportent que les transplantations sont réalisées à l'Institut de cardiologie d'Abidjan¹⁸, ou dans un établissement privé¹⁹.

Soins des insuffisances rénales : des investissements, mais encore insuffisants. Depuis 2012, le gouvernement a investi pour accroître le nombre de générateurs de dialyse et a créé le *Centre national de prévention et de traitement de l'insuffisance rénale* (Cnptir). En 2018,

¹⁵ CLEISS, *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023.

¹⁶ CLEISS, *Le régime ivoirien de sécurité sociale*, 2023.

¹⁷ Société Ivoirienne de Néphrologie, *Liste des centres – SI NEPH*, sans date (consulté le 29 juillet 2024): https://www.sinephweb.org/page_indicateur_1.php.

¹⁸ Renseignement par email du 19 août 2024 de la *personne de contact A* de l'OSAR, néphrologue auprès du Service de néphrologie et de médecine interne du CHU de Treichville et renseignement par email du 17 août 2024, de la *personne de contact B* de l'OSAR, néphrologue du Service de Néphrologie du CHU de Yopougon.

¹⁹ Renseignement par email du 19 août 2024 de la *personne de contact A* de l'OSAR, néphrologue auprès du Service de néphrologie et de médecine interne du CHU de Treichville.

le gouvernement de Côte d'Ivoire a annoncé la création de 97 nouveaux postes d'hémodialyse, portant le total à 107 postes en 2017. Entre 2011 et 2017, huit centres d'hémodialyse ont été inaugurés, le plus récent étant celui de Korhogo, ouvert en avril 2017. De nouveaux centres sont prévus à San-Pedro, Aboisso, Daloa, Bondoukou et Odienné²⁰. Le nombre de postes de dialyse est passé à 157 en 2023. Le ministre de la Santé, Pierre Dimba, a annoncé que tous les hôpitaux seront bientôt équipés pour mieux traiter les patient·e·s. En octobre 2023, le Cnptir a reçu 59 générateurs, principalement pour Bouaké, Korhogo, et Yamoussoukro, et prévoit d'ouvrir cinq centres supplémentaires par an²¹. Selon Pr Apollinaire Gnonsahé, directeur du centre d'hémodialyse du CHU de Cocody, cette acquisition est une bouffée d'oxygène. Elle permettra d'aligner le suivi des patient·e·s avec le standard international de trois séances de dialyse par semaine, au lieu des deux actuellement, une situation qui est due au manque et à l'obsolescence des équipements²². Le média *Abidjan.net* rapporte qu'en octobre 2023, il y avait environ 800 patient·e·s sous dialyse en Côte d'Ivoire²³. Chaque année, la Côte d'Ivoire enregistre 12 000 nouveaux cas d'insuffisance rénale, dont 1 200 en phase terminale, et plus de 400 patient·e·s cherchent une place dans les centres publics. Les autorités, avec l'aide d'ONG, veulent renforcer la prévention et démocratiser la transplantation rénale grâce à une subvention de l'État²⁴.

3.2 Coûts des transplantations rénales et des dialyses

Coûts des transplantations très élevés et à la charge des patient·e·s. La Société ivoirienne de néphrologie s'est engagée à ce que les patient·e·s, en 2024, ne payent que 3,5 millions de francs CFA (4997.60 francs suisses) pour une transplantation rénale, au lieu de 12 millions de francs CFA (17 430 francs suisses)²⁵ actuellement. Cependant, la *personne de contact A* souligne que la décision sur la baisse du prix de la transplantation mentionnée par la Société ivoirienne de néphrologie n'est pas encore effective. La transplantation reste également à la charge des patient·e·s et de leurs familles²⁶. En mars 2024, le coût de la séance de dialyse était de 1 750 francs CFA (2.50 francs suisses) dans les centres publics²⁷. Il varie entre 60 000 et 150 000 francs CFA dans les cliniques privées (85.70 et 214.20 francs suisses)²⁸.

²⁰ Cabinet du Premier Ministre de Côte d'Ivoire, *Insuffisance Rénale: 97 nouveaux postes de traitement depuis 2011*, 26 mars 2018: <https://www.primature.ci/actualite/?pm=8708>.

²¹ Abidjan.net, *Prise en charge de l'insuffisance rénale: Le gouvernement consent d'importants investissements*, 18 mars 2024: <https://news.abidjan.net/articles/729655/prise-en-charge-de-linsuffisance-renale-le-gouvernement-consent-dimportants-investissements>.

²² Abidjan.net, *Le CNPTIR reçoit 59 générateurs de dialyse*, 15 octobre 2023: <https://news.abidjan.net/articles/724879/le-cnptir-recoit-59-generateurs-de-dialyse>.

²³ Abidjan.net, *Le CNPTIR reçoit 59 générateurs de dialyse*, 15 octobre 2023.

²⁴ Abidjan.net, *Prise en charge de l'insuffisance rénale: Le gouvernement consent d'importants investissements*, 18 mars 2024.

²⁵ Agence de Presse Ivoirienne, *Côte d'Ivoire-AIP/ 6è congrès de la Société Ivoirienne de néphrologie : Fin à Grand-Bassam des travaux sur les modalités thérapeutiques pour une meilleure prise en charge des patients*, 4 mai 2024: <https://rb.gy/ugoh6j>.

²⁶ Renseignement par email du 19 août 2024 de la *personne de contact A* de l'OSAR, néphrologue auprès du Service de néphrologie et de médecine interne du CHU de Treichville.

²⁷ Abidjan.net, *Prise en charge de l'insuffisance rénale: Le gouvernement consent d'importants investissements*, 18 mars 2024.

²⁸ Portail Officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, *Insuffisance rénale: 97 nouveaux postes de traitement rénale créés*, 27 novembre 2018: https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?d=3&recordID=9448&p=142.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faitière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.